



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 137 – 3^{ème} trimestre 2008

SOMMAIRE

<i>Methodologie</i>	4
<i>1. Synthèse</i>	6
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	10
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	11
<i>Les placements des ménages</i>	12
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	13
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	14
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	14
<i>L'endettement des ménages</i>	15
<i>L'endettement des entreprises</i>	16
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	17
<i>5. Risques sectoriels</i>	18
<i>6. Rappel des taux</i>	20
6.1 <i>Taux réglementés</i>	20
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	20
6.3 <i>Taux de l'usure</i>	20
<i>7. Monnaie fiduciaire</i>	21
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	21
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	21

MÉTHODOLOGIE

1. Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2. Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3. Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des EC.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Agence Française de Développement, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des « EI » ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4. Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. SYNTHÈSE

1. Evolution conjoncturelle

CONTEXTE INTERNATIONAL

La crise financière qui a éclaté à l'été 2007 aux Etats-Unis dans le secteur du crédit aux particuliers avant de devenir un phénomène de marché, n'en finit pas de produire ses effets plus d'un an après. Son ampleur, la rapidité de la contagion à la sphère financière mondiale et sa durée, en font l'une des crises les plus violentes dans l'histoire financière récente. Au mois de septembre 2008, un pic a été atteint avec la faillite de la banque américaine d'investissement Lehman Brothers suivie, au niveau européen, du sauvetage d'urgence de plusieurs institutions financières (banques Dexia et Fortis). Les conditions de refinancement des banques se sont dès lors brutalement dégradées alors que les liquidités désertaient les marchés monétaires, mettant en difficulté de nombreux acteurs bancaires.

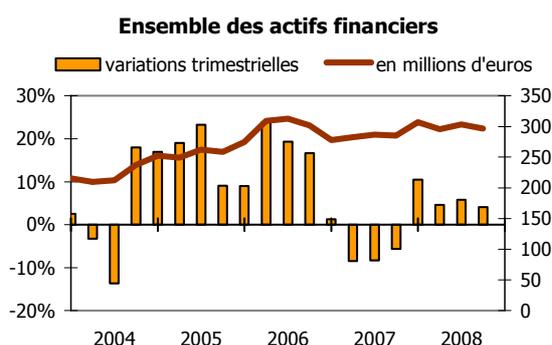
Dans ce contexte, les banques centrales ont injecté massivement des liquidités, afin de se substituer à des marchés interbancaires en situation de blocage (crise de confiance). Sept d'entre elles (dont la FED, la BCE, la Banque d'Angleterre et la Banque du Japon) ont réduit de façon conjointe leurs taux directeurs d'un demi-point le 6 octobre, la BCE ayant procédé à une nouvelle baisse équivalente le 6 novembre. Parallèlement, la difficulté des banques à se refinancer faisant peser des risques sur leur capacité à prêter aux acteurs économiques, les gouvernements, aux Etats-Unis comme en Europe, ont agi afin d'anticiper un éventuel resserrement des octrois de crédit. Cette action a porté en France sur le renforcement des fonds propres des établissements les plus exposés et la mise à disposition d'un guichet de refinancement complémentaire à la ressource en monnaie centrale, pour un montant total de 360 milliards d'euros.

Les craintes d'une contagion de la crise financière à l'économie réelle ont provoqué une baisse généralisée des indices boursiers internationaux et fait chuter le prix du pétrole, comme celui des autres matières premières. Le cours du baril est en effet tombé à 50 dollars en cette fin novembre alors qu'un pic avait été atteint à près de 150 au mois de juillet dernier. Sur le marché des changes, ces craintes de ralentissement économique ont provoqué des rapatriements de capitaux vers les Etats-Unis, soutenant ainsi le dollar américain. Alors qu'il s'échangeait contre l'euro à 1,6 dollar en juillet dernier, son cours a été ramené à 1,3 en novembre 2008.

1.1 Les actifs financiers

Au 30 septembre 2008, l'**encours global des actifs financiers** recensés à Mayotte s'élève à 296,8 millions d'euros, en hausse de 4,1 % en glissement annuel (contre - 5,6 % l'année précédente). Cette augmentation est imputable aux actifs détenus par les ménages d'une part (+ 9,9 %) et par les sociétés d'autre part (+3,1 %).

Les actifs financiers sont composés à 49,7 % de dépôts à vue, à 36,7 % de placements liquides ou à court terme et à 13,6 % d'épargne à long terme.



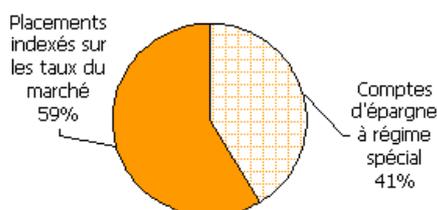
Au 30 septembre 2008, les **placements liquides ou à court terme**¹ s'établissent à 108,9 millions d'euros (soit un gain de 1,4 million en un an), enregistrant une légère augmentation sur les douze derniers mois (+ 1,3 %).

¹ Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (notamment : livrets ordinaires, livrets d'épargne populaire, comptes d'épargne logement, CODEVI) et les produits indexés sur le taux du marché monétaire (notamment : comptes créditeurs à terme, OPCVM monétaires).

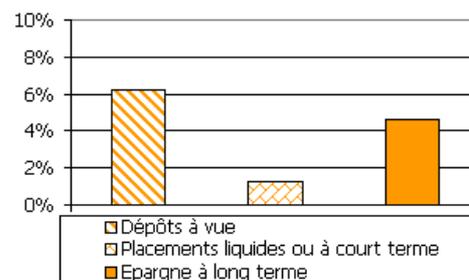
Cette tendance est liée à l'évolution des comptes d'épargne à régime spécial qui, représentant 41,4 % du total des placements liquides ou à court terme, croissent de plus de 10 % sur un an glissant, contrebalançant ainsi le recul de 4,2 % des placements indexés sur les taux du marché.

L'encours d'**épargne à long terme** s'élève à 40,4 millions d'euros, en hausse de 4,6 % sur un an (soit 1,8 millions d'euros supplémentaires).

Structure des placements liquides ou à court terme



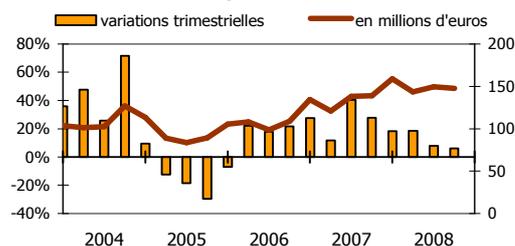
Variations en glissement annuel - 3^{ème} trim. 08



A Mayotte, l'épargne à long terme est détenue aux deux tiers par les ménages. Elle enregistre une hausse de 7 % en un an, à 27 millions d'euros (soit + 1,8 millions d'euros), tandis que l'épargne à long terme des autres agents (32,8 % de l'épargne totale) reste stable depuis décembre 2006, à 13,3 millions d'euros.

L'encours des **dépôts à vue** atteint 147,4 millions d'euros, en hausse de 6,2 % sur un an (soit + 8,6 millions d'euros). Cette progression concerne les trois grandes catégories d'agents économiques : les sociétés (+ 2,1 % sur un an à 57 millions d'euros) ; les ménages (+ 5,9 %, à 55,9 millions d'euros) ; les autres agents (+ 14,2 %, à 34,5 millions d'euros).

Dépôt à vue



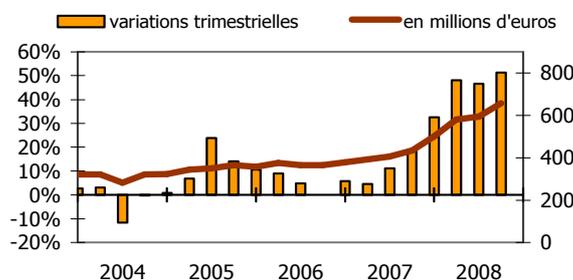
1.2 Les passifs financiers

Le total des passifs financiers enregistrés dans les comptes des établissements de crédit (toutes zones confondues) s'inscrit en forte hausse au 30 septembre 2008. En effet, l'encours global de crédits atteint 677 millions d'euros, en progression de + 41,2 % en glissement annuel, après + 17,5 % « seulement » l'année antérieure.

Les créances douteuses brutes ont fortement diminué sur les douze derniers mois (- 55,2 % sur un an ; soit 25 millions d'euros en moins). Le taux de créances douteuses s'élève désormais à 3 % (contre 9,5 % un an auparavant). C'est le reclassement en encours sains de crédits portant sur certaines contreparties qui explique cette tendance.

Les entreprises, principales bénéficiaires des concours octroyés dans la Collectivité (39,6 % du total), affichent une augmentation importante à fin septembre 2008 (+ 40,9 % en un an, soit 77,8 millions d'euros supplémentaires). Ce chiffre s'explique en partie par le reclassement de créances douteuses en encours sains (notamment en crédits à l'équipement et crédits immobiliers) qui, effectué au quatrième trimestre 2007, contribuait à une croissance de l'encours pour les entreprises de 19,5 % pour ce trimestre.

Encours de crédit sain des EC



L'encours global en faveur des ménages a également fortement progressé sur un an (+ 28 % en glissement annuel, après + 22,3 % l'année précédente) et atteint 196,6 millions d'euros. Le marché du financement de l'habitat pour les particuliers, qui s'élève à 88 millions d'euros, est en pleine expansion avec une variation de + 35,3 % en glissement annuel, après + 20,6 % entre septembre 2006 et septembre 2007. Les crédits à la consommation suivent la même tendance, puisqu'ils ont progressé de 22,6 % en un an.

L'encours aux collectivités locales, qui s'élève à 149,4 millions d'euros, enregistre une hausse encore plus forte, avec + 111,3 % sur un an (soit un gain de 78,7 millions d'euros) en lien notamment avec la réalisation du budget d'investissement 2008 de la Collectivité et de ses besoins de trésorerie.

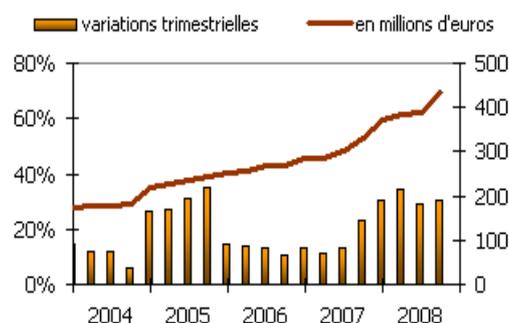
L'encours global de crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL) s'établit à 452,5 millions d'euros (+ 30,7 % en glissement annuel, après + 23,3 % l'année précédente).

L'encours sain de crédits consentis par les ECIL progresse au même rythme que l'encours total, le taux de créances douteuses brutes restant stable sur un an à 4,3 %.

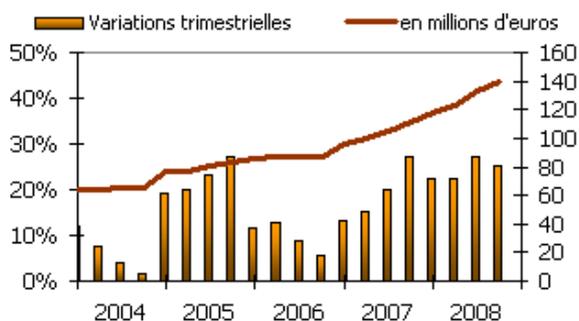
Les entreprises, qui représentent 46,1 % du total de l'encours, sont les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux. Leurs encours totaux se sont accrus de 28,7 % en un an, pour atteindre 208,7 millions d'euros.

Composés à 92,3 % de crédits à l'équipement et à 7,7 % seulement de crédit-bail, les crédits d'investissement affichent une progression de 25,3 % en glissement annuel, pour s'établir à 139,1 millions d'euros à fin septembre 2008.

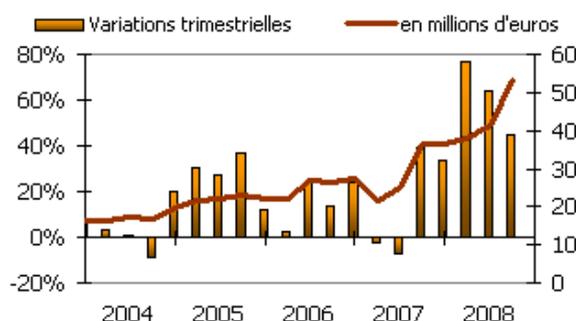
Encours de crédit sain des ECIL



Crédits d'investissement



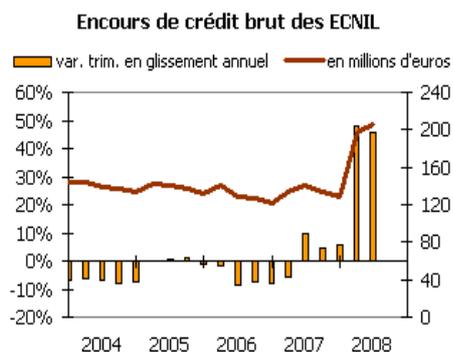
Crédits d'exploitation



Par ailleurs, les crédits d'exploitation des entreprises (constitués à 52,5 % de comptes ordinaires débiteurs et à 39,5 % de crédits de trésorerie) enregistrent une forte hausse, de 44,9 % sur un an. Enfin, les crédits immobiliers des entreprises, qui ont progressé de 20,3 %, s'élèvent désormais à 16,5 millions d'euros.

Après les entreprises, les ménages constituent les deuxièmes débiteurs des établissements de crédit locaux (43,5 % du total). A fin septembre 2008, les crédits accordés aux ménages, qui s'élèvent à 196,6 millions d'euros, s'inscrivent en hausse de 28 % sur un an (soit 43 millions d'euros supplémentaires).

Cette augmentation est en partie imputable aux crédits les plus souscrits par la clientèle des particuliers des ECIL, à savoir les crédits à la consommation (+ 22,6 % ; soit 20 millions d'euros supplémentaires en un an). Par ailleurs, le marché du financement de l'habitat des ménages est également en plein essor, avec une variation de + 35,3 % en glissement annuel (après + 20,6 % entre septembre 2006 et septembre 2007). Les crédits à l'habitat s'élèvent ainsi à 87,9 millions d'euros au 30 septembre 2008.



Au 30 septembre 2008, le total des concours consentis par les établissements de crédit non installés localement (ECNIL) s'élève à 224,6 millions d'euros (33,2 % du total des crédits accordés à Mayotte), affichant une progression de 68,4 % sur un an. En effet, les encours consentis aux collectivités locales et aux autres agents (qui regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale) se sont accrus respectivement de 66,8 millions d'euros et de 22,9 millions d'euros en un an.

Par ailleurs, outre l'accroissement du volume d'activité au premier trimestre 2008, le reclassement d'importantes masses de créances douteuses brutes au cours du quatrième trimestre 2007 (soit 30,3 millions d'euros), a profondément modifié la répartition des encours. Les encours sains ont ainsi fortement progressé en un an (+ 117,7 %) et le taux de créances douteuses brutes s'est fortement réduit. Il s'élève dorénavant à 0,4 % (contre 23 % un an auparavant) pour les ECNIL.

Les collectivités locales, qui représentent 56,8 % des encours totaux, sont les premiers débiteurs des établissements de crédit non installés localement. Leurs encours totaux ont enregistré une forte hausse de 109,8 %, pour atteindre 127,6 millions d'euros à fin septembre 2008. Parmi eux, les crédits à l'équipement des collectivités locales (qui constituent l'essentiel des concours en leur faveur) augmentent ainsi de 122,5% en un an.

Les entreprises sont les deuxièmes débiteurs des ECNIL (26,4 % du total). Fin septembre 2008, les crédits qui leur ont été consentis s'élèvent à 59,4 millions d'euros, en hausse de 111 % sur un an.

2. Les risques recensés au SCR

A fin septembre 2008, l'encours total des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de Mayotte (et les administrations publiques et autres personnes morales) s'élevaient à 503,7 millions d'euros. Ces crédits sont octroyés à 56,9 % par les établissements de crédits installés localement et 43,1 % par les établissements de crédits non installés localement. Quatre secteurs [administrations publiques (27 %), activités immobilières (20 %), « commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles » (11 %) et construction (10 %)] concentrent les deux tiers de l'encours total, soit 346,1 millions d'euros.

3. Perspectives

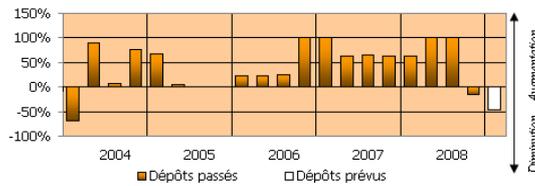
Contrairement à l'évolution dégagée sur les premiers mois de 2008, l'analyse des soldes d'opinions **des dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM** laisse entrevoir, pour le second trimestre consécutif, un nouveau ralentissement dans le rythme de collecte des dépôts pour le 1^{er} trimestre 2009. Concernant la distribution de crédit, les soldes d'opinion des dirigeants interrogés révèlent une possible contraction de la production de crédits à l'équipement des entreprises. Par contre, la progression des encours de crédits d'exploitation aux entreprises, de financement de l'habitat des particuliers ainsi que des crédits à la consommation devraient se poursuivre, au regard des opinions exprimées.

Les opinions des dirigeants semblent se rejoindre sur la perspective d'une croissance de leur résultat pour le trimestre à venir, sous l'impulsion conjuguée de l'augmentation attendue de leur PNB et de charges d'exploitation contenues.

Enfin, les établissements de crédit restent très attentifs aux évolutions du climat social et à l'environnement économique et financier, notamment au niveau international.

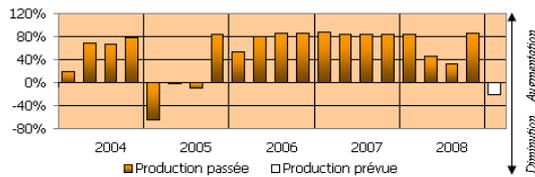
2. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Collecte des dépôts

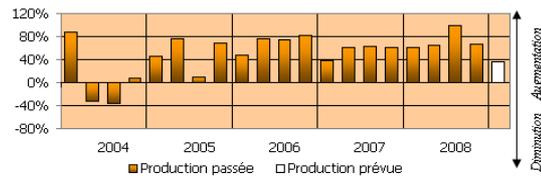


Soldes d'opinions des dirigeants
(BFCOI, BRED-BP, BR, CRCAMR)

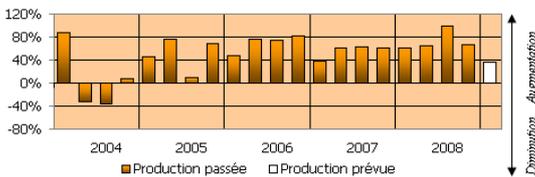
Crédits d'équipement aux entreprises



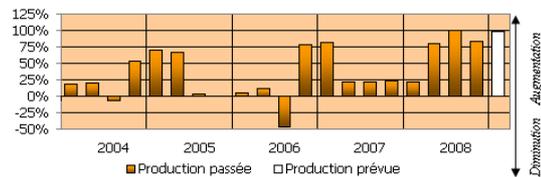
Crédits d'exploitation aux entreprises



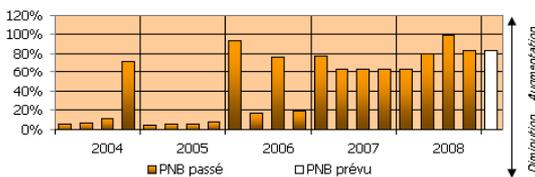
Crédits à l'habitat des particuliers



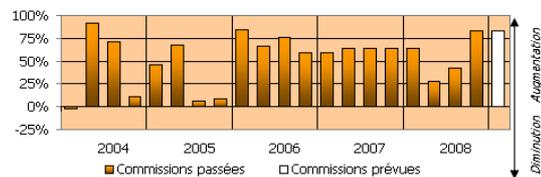
Crédits à la consommation des particuliers



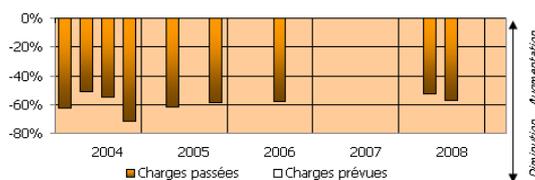
Produit net bancaire



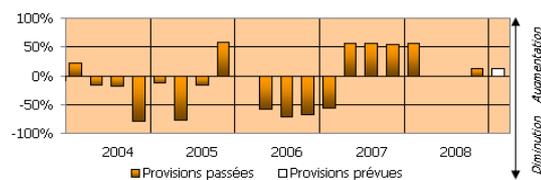
Commissions



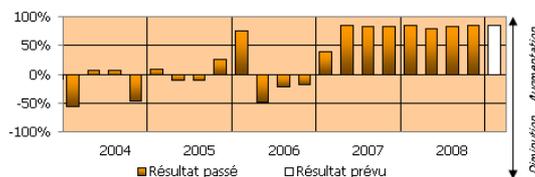
Charges d'exploitation



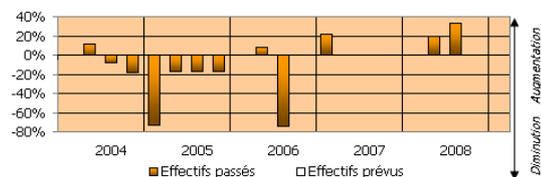
Coût du risque



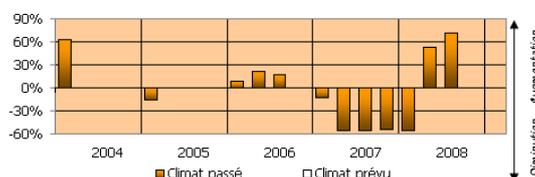
Résultat



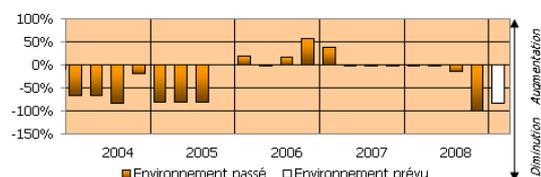
Effectifs



Climat social



Environnement économique

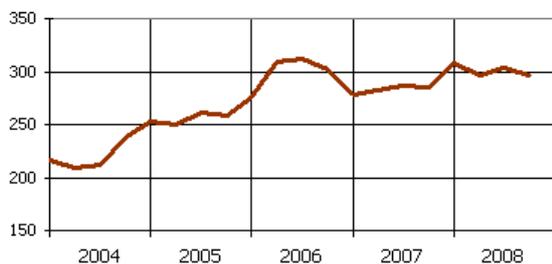


3. LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

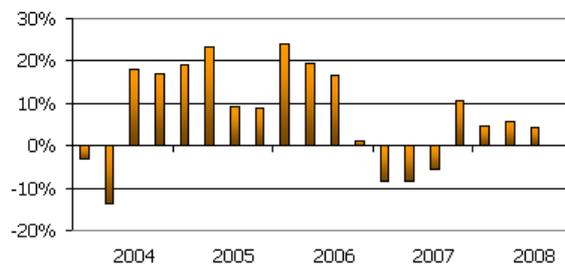
	Montants en millions au										Variations	
	30-sept.-03	30-sept.-04	30-sept.-05	30-sept.-06	30-sept.-07	31-déc.-07	31-mars-08	30-juin-08	30-sept.-08	1 an	1 trim.	
Sociétés	59,735	58,772	64,786	105,585	70,506	84,757	76,280	75,496	72,722	3,1%	-3,7%	
Dépôts à vue	27,113	48,797	29,653	39,051	55,809	69,792	59,402	59,902	57,002	2,1%	-4,8%	
Placements liquides ou à court terme	32,622	9,975	35,042	66,398	14,564	14,813	16,718	15,437	15,564	6,9%	0,8%	
Comptes d'épargne à régime spécial	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,0%	0,0%	
Placements indexés sur les taux du marché	32,622	9,975	35,042	66,398	14,564	14,813	16,718	15,437	15,564	6,9%	0,8%	
dont comptes à terme	22,582	5,256	6,522	5,365	6,876	3,976	4,841	5,598	6,375	-7,3%	13,9%	
dont OPCVM monétaires	0,000	0,000	1,015	1,329	1,364	1,458	1,814	1,430	1,430	4,8%	0,0%	
dont certificats de dépôts	9,948	4,627	27,383	59,168	5,466	8,521	9,185	7,945	7,295	33,5%	-8,2%	
Epargne à long terme	0,000	0,000	0,091	0,136	0,133	0,152	0,160	0,157	0,156	17,3%	-0,6%	
dont OPCVM non monétaires	0,000	0,000	0,000	0,046	0,048	0,067	0,067	0,067	0,066	37,5%	-1,5%	
Ménages	64,828	77,981	93,166	109,969	132,830	139,953	139,871	143,873	145,933	9,9%	1,4%	
Dépôts à vue	25,553	32,838	34,177	42,825	52,793	57,248	55,617	57,249	55,890	5,9%	-2,4%	
Placements liquides ou à court terme	33,812	37,800	43,691	45,833	54,784	56,837	58,285	60,064	63,024	15,0%	4,9%	
Comptes d'épargne à régime spécial	25,011	28,346	35,100	36,303	39,413	40,934	44,204	43,566	43,320	9,9%	-0,6%	
Livrets ordinaires	24,376	26,953	33,242	34,188	37,135	38,552	41,707	40,949	40,738	9,7%	-0,5%	
Livrets A et bleus	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,0%	0,0%	
Livrets jeunes	0,000	0,002	0,002	0,000	0,040	0,047	0,041	0,043	0,041	2,5%	-4,7%	
Livrets d'épargne populaire	0,005	0,008	0,008	0,010	0,009	0,000	0,000	0,000	0,000	-100,0%	0,0%	
CODEVI	0,036	0,065	0,060	0,057	0,077	0,104	0,096	0,106	0,114	48,1%	7,5%	
Comptes d'épargne logement	0,594	1,318	1,788	2,048	2,152	2,231	2,360	2,468	2,427	12,8%	-1,7%	
Placements indexés sur les taux du marché	8,801	9,454	8,591	9,530	15,371	15,903	14,081	16,498	19,704	28,2%	19,4%	
dont comptes à terme	2,946	3,589	4,156	5,330	10,714	11,512	11,178	13,814	17,219	60,7%	24,6%	
dont bons de caisse	5,847	5,845	3,942	3,440	3,060	2,915	1,764	1,676	1,483	-51,5%	-11,5%	
dont OPCVM monétaires	0,000	0,000	0,388	0,619	1,343	1,297	0,817	0,778	0,778	-42,1%	0,0%	
Epargne à long terme	5,463	7,343	15,298	21,311	25,253	25,868	25,969	26,560	27,019	7,0%	1,7%	
Plans d'épargne logement	5,038	7,026	8,430	9,927	11,365	11,724	11,570	12,056	11,895	4,7%	-1,3%	
Plans d'épargne populaire	0,398	0,316	0,309	0,285	0,261	0,271	0,248	0,183	0,179	-31,4%	-2,2%	
Autres comptes d'épargne	0,027	0,001	0,010	0,015	0,056	0,037	0,034	0,035	0,036	-35,7%	2,9%	
Portefeuille-titres	0,000	0,000	0,501	0,554	0,441	0,323	0,250	0,253	0,239	-45,8%	-5,5%	
OPCVM non monétaires	0,000	0,000	0,551	2,370	2,769	2,849	3,012	3,165	3,467	25,2%	9,5%	
Contrats d'assurance-vie	0,000	0,000	5,497	8,160	10,361	10,664	10,855	10,868	11,203	8,1%	3,1%	
Autres agents	76,456	100,499	100,963	86,428	81,681	82,668	79,750	83,960	78,138	-4,3%	-6,9%	
Dépôts à vue	21,258	45,267	25,458	26,809	30,244	31,997	28,315	32,200	34,551	14,2%	7,3%	
Placements liquides ou à court terme	41,833	41,958	42,026	43,599	38,164	37,397	38,160	38,486	30,313	-20,6%	-21,2%	
Comptes d'épargne à régime spécial	0,713	1,019	1,642	1,478	1,502	1,566	1,426	1,495	1,762	17,3%	17,9%	
Placements indexés sur les taux du marché	41,120	40,939	40,384	42,121	36,662	35,831	36,734	36,991	28,551	-22,1%	-22,8%	
dont comptes à terme	40,526	40,342	39,700	41,154	35,301	34,461	35,254	35,401	27,223	-22,9%	-23,1%	
Epargne à long terme	13,365	13,274	33,479	16,020	13,273	13,274	13,275	13,274	13,274	0,0%	0,0%	
TOTAL	201,019	237,252	258,915	301,982	285,017	307,378	295,901	303,329	296,793	4,1%	-2,2%	
Dépôts à vue	73,924	126,902	89,288	108,685	138,846	159,037	143,334	149,351	147,443	6,2%	-1,3%	
Placements liquides ou à court terme	108,267	89,733	120,759	155,830	107,512	109,047	113,163	113,987	108,901	1,3%	-4,5%	
Comptes d'épargne à régime spécial	25,724	29,365	36,742	37,781	40,915	42,500	45,630	45,061	45,082	10,2%	0,0%	
Placements indexés sur les taux du marché	82,543	60,368	84,017	118,049	66,597	66,547	67,533	68,926	63,819	-4,2%	-7,4%	
Epargne à long terme	18,828	20,617	48,868	37,467	38,659	39,294	39,404	39,991	40,449	4,6%	1,1%	

Ensemble des actifs financiers

en millions d'euros

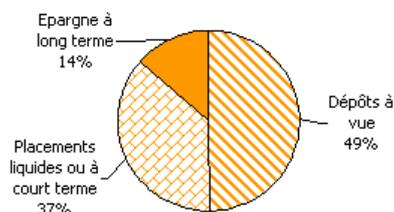


Variations trimestrielles en glissement annuel

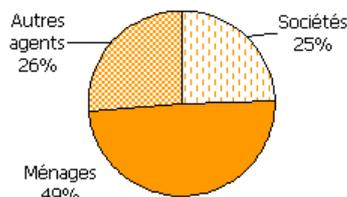


Structure des actifs financiers au 30 septembre 2008

Structure par nature

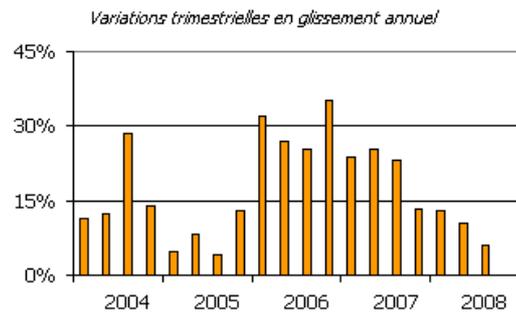


Structure par agent

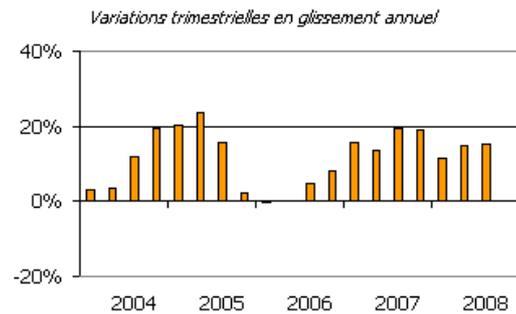


Les placements des ménages

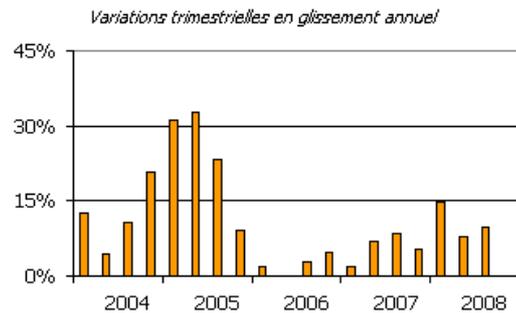
Dépôts à vue



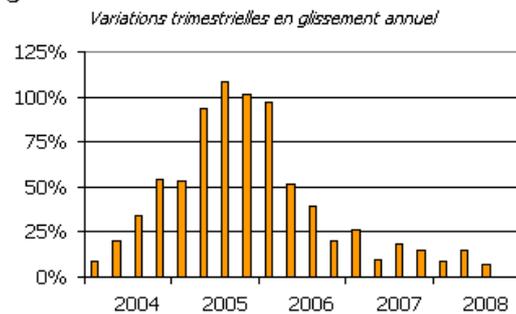
Placements liquides ou à court terme



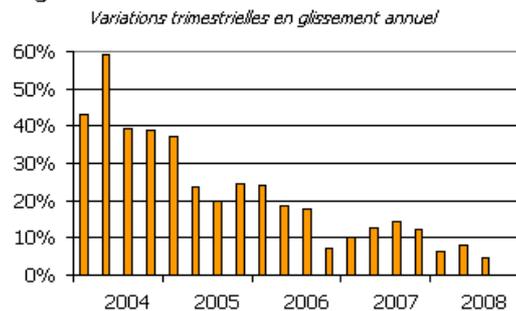
Livrets ordinaires



Épargne à long terme

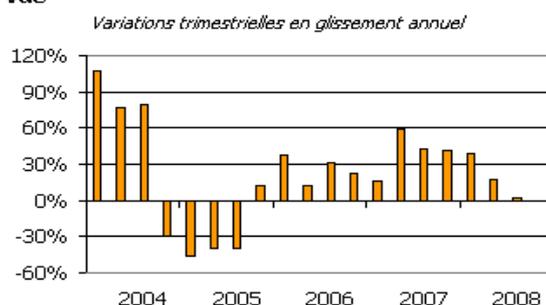


Plans d'épargne logement

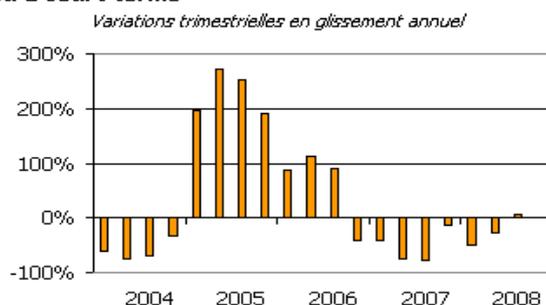


Les disponibilités des entreprises

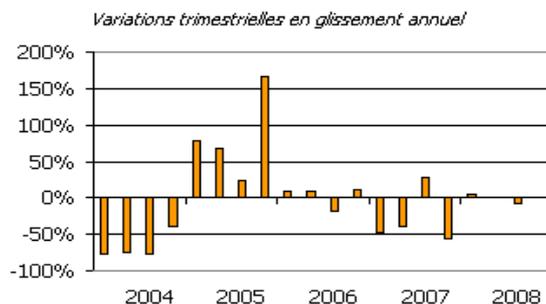
Dépôts à vue



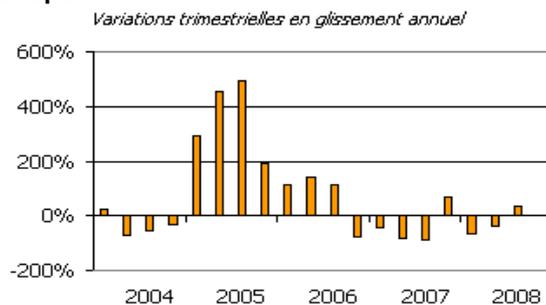
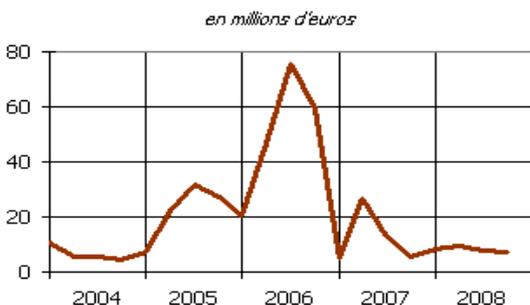
Placements liquides ou à court terme



Dépôts à terme

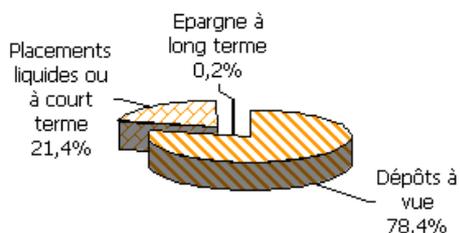


Certificats de dépôt

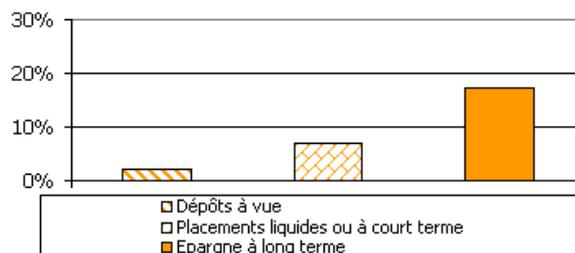


Structure des actifs financiers des entreprises par nature, au 30 septembre 2008

Actifs financiers des entreprises



Variations en glissement annuel - 3^{ème} trim. 2008



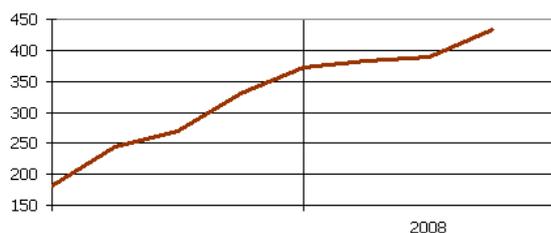
4. LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

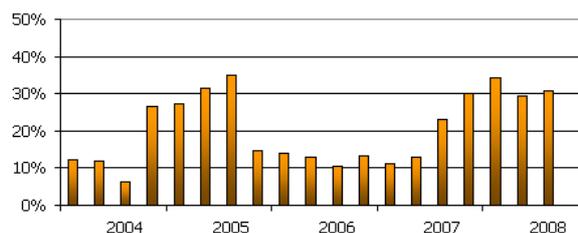
	Montants en millions au									Variations	
	30-sept.-03	30-sept.-04	30-sept.-05	30-sept.-06	30-sept.-07	31-déc.-07	31-mars-08	30-juin-08	30-sept.-08	1 an	1 trim.
Entreprises	90,710	89,188	109,976	119,752	162,175	170,792	177,172	190,867	208,718	28,7%	9,4%
Crédits d'exploitation	18,558	16,932	23,196	26,277	36,650	36,496	38,108	41,141	53,121	44,9%	29,1%
Créances commerciales	4,334	3,875	4,099	4,709	6,047	5,944	4,150	4,412	4,250	-29,7%	-3,7%
Crédits de trésorerie	10,459	8,992	12,691	15,561	14,729	16,140	14,478	17,767	21,006	42,6%	18,2%
dont entrepreneurs individuels	1,179	1,326	1,706	1,949	2,919	2,866	3,233	3,125	3,772	29,2%	20,7%
Comptes ordinaires débiteurs	3,765	4,065	6,406	6,007	15,874	14,412	19,480	18,962	27,865	75,5%	47,0%
Affecturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	64,052	65,055	82,651	87,330	110,971	118,279	122,783	133,354	139,069	25,3%	4,3%
Crédits à l'équipement	60,970	62,110	76,213	79,234	100,308	106,862	111,274	121,957	128,332	27,9%	5,2%
dont entrepreneurs individuels	12,725	9,550	8,287	7,279	6,963	7,953	8,089	7,945	8,276	18,9%	4,2%
Crédit-bail	3,082	2,945	6,438	8,096	10,663	11,417	11,509	11,397	10,737	0,7%	-5,8%
Crédits à l'habitat	8,083	7,201	3,634	5,478	13,735	15,540	16,281	16,372	16,528	20,3%	1,0%
Autres crédits	0,017	0,000	0,495	0,667	0,819	0,477	0,000	0,000	0,000	-100,0%	0,0%
Ménages	69,975	83,237	108,745	125,620	153,619	170,639	173,486	182,985	196,639	28,0%	7,5%
Crédits à la consommation	42,338	49,548	64,386	71,173	88,591	94,534	96,062	102,016	108,647	22,6%	6,5%
Crédits de trésorerie	37,267	45,097	57,464	63,230	78,841	84,933	86,709	92,601	98,884	25,4%	6,8%
Comptes ordinaires débiteurs	5,060	4,398	3,567	3,592	4,597	4,445	4,085	4,055	4,411	-4,0%	8,8%
Crédit-bail	0,011	0,053	3,355	4,351	5,153	5,156	5,268	5,360	5,352	3,9%	-0,1%
Crédits à l'habitat	27,637	33,617	44,185	53,909	65,011	76,105	77,424	80,969	87,946	35,3%	8,6%
Autres crédits	0,000	0,072	0,174	0,538	0,017	0,000	0,000	0,000	0,046	170,6%	0,0%
Collectivités locales	2,421	2,192	19,430	17,494	9,900	26,118	27,103	9,027	21,820	120,4%	141,7%
Crédits d'exploitation	0,035	0,003	0,075	0,000	2,550	16,943	16,978	2,774	15,374	502,9%	454,2%
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	14,230	14,379	0,040	12,689	0,0%	31622,5%
Comptes ordinaires débiteurs	0,035	0,003	0,075	0,000	2,550	2,713	2,599	2,734	2,685	5,3%	-1,8%
Crédits d'investissement	2,386	2,189	14,728	13,118	7,350	6,175	6,325	6,253	6,446	-12,3%	3,1%
Crédits à l'équipement	2,386	2,176	14,718	13,112	7,291	6,120	6,274	6,253	6,333	-13,1%	1,3%
Crédit-bail	0,000	0,013	0,010	0,006	0,059	0,055	0,051	0,000	0,113	91,5%	0,0%
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	4,627	4,376	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,0%	0,0%
Autres crédits	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	3,000	3,800	0,000	0,000	0,0%	0,0%
Autres agents et CCB non ventilés	6,934	5,929	5,255	6,331	5,610	4,462	5,689	6,787	5,912	5,4%	-12,9%
Total encours sain	170,040	180,546	243,406	269,197	331,304	372,011	383,450	389,666	433,089	30,7%	11,1%
Créances douteuses brutes	7,562	9,528	11,409	11,423	14,834	16,759	16,798	18,889	19,416	30,9%	2,8%
Créances douteuses nettes	4,326	4,898	5,225	5,448	8,473	10,267	10,288	11,973	12,117	43,0%	1,2%
dont entreprises	2,742	3,161	2,205	3,368	5,498	6,828	6,942	8,398	8,374	52,3%	-0,3%
dont ménages	1,556	1,707	2,922	1,994	2,824	3,071	3,019	3,293	3,505	24,1%	6,4%
Provisions	3,236	4,630	6,184	5,975	6,361	6,492	6,510	6,916	7,299	14,7%	5,5%
Total encours brut	177,602	190,074	254,815	280,620	346,138	388,770	400,248	408,555	452,505	30,7%	10,8%
Taux de créances douteuses	4,3%	5,0%	4,5%	4,1%	4,3%	4,3%	4,2%	4,6%	4,3%	0,1%	-7,2%
Taux de provisionnement	42,8%	48,6%	54,2%	52,3%	42,9%	38,7%	38,8%	36,6%	37,6%	-12,3%	2,7%

Encours de crédit sain des EC locaux

en millions d'euros

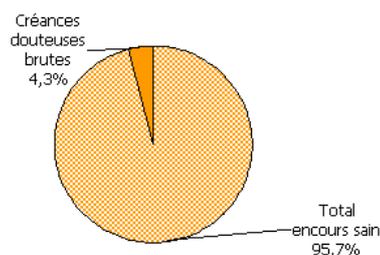


Variations trimestrielles en glissement annuel

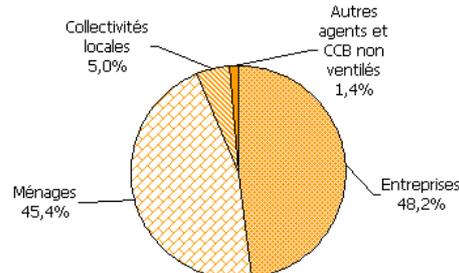


Structure des passifs financiers au 30 septembre 2008

Répartition des encours

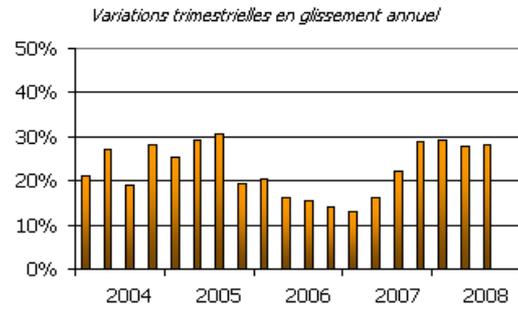


Ensemble des agents

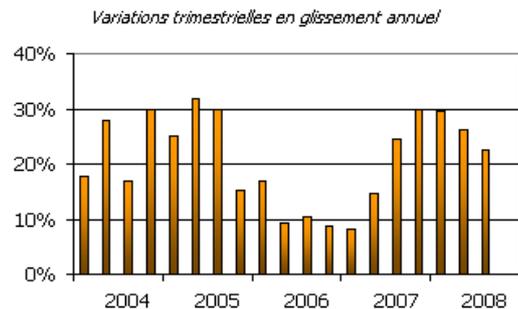
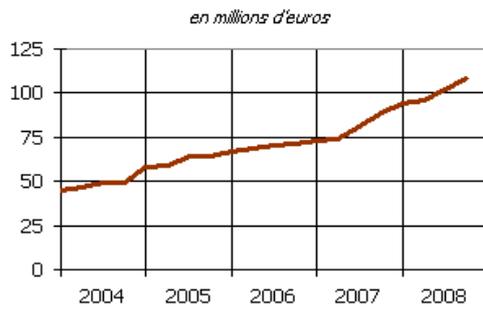


L'endettement des ménages

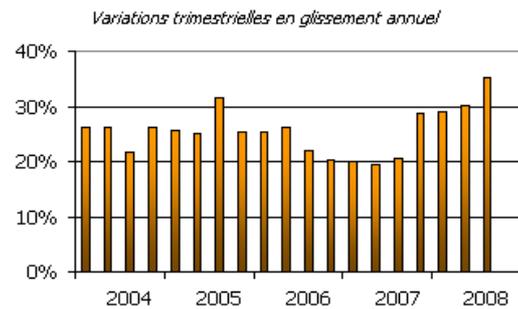
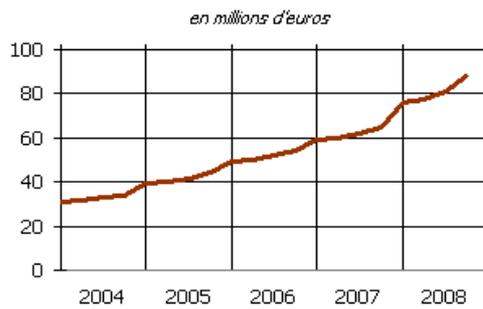
Ensemble des concours



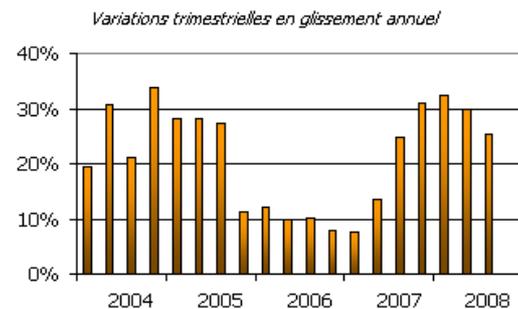
Crédits à la consommation



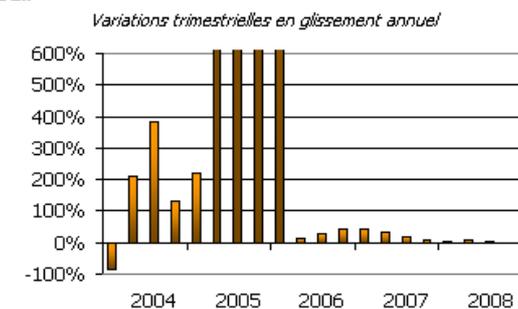
Crédits à l'habitat



Crédits de trésorerie

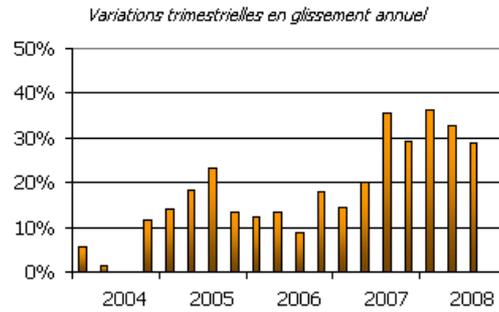


Crédit-bail

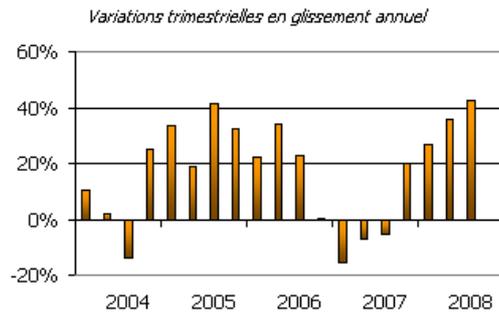
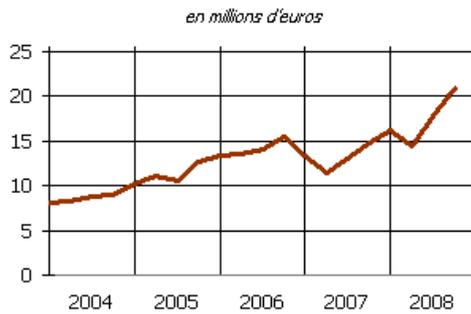


L'endettement des entreprises

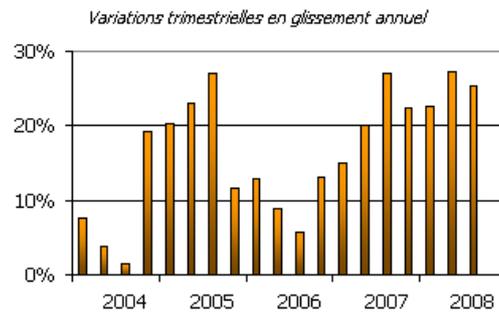
Ensemble des concours



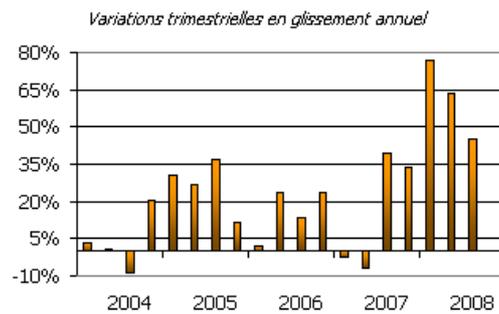
Crédits de trésorerie



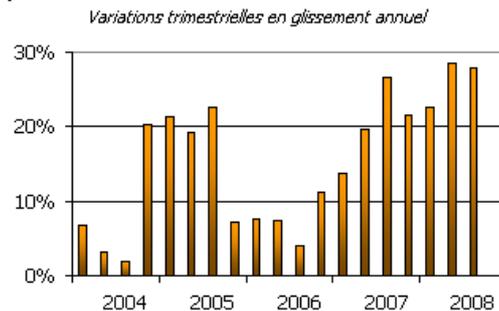
Crédits d'investissement



Crédits d'exploitation



Crédits d'équipement

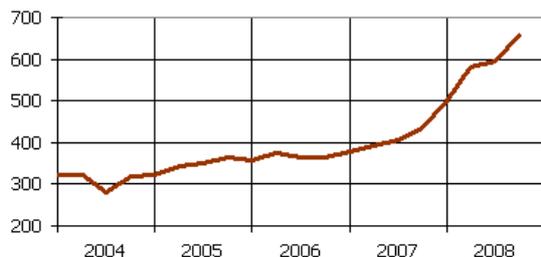


4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

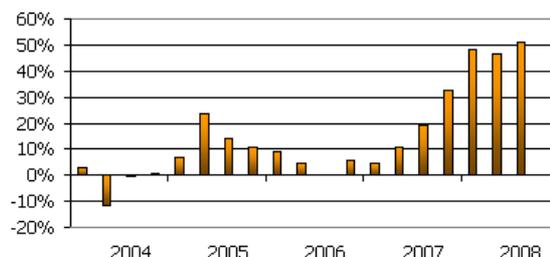
	Montants en millions au									Variations	
	30-sept.-03	30-sept.-04	30-sept.-05	30-sept.-06	30-sept.-07	31-déc.-07	31-mars-08	30-juin-08	30-sept.-08	1 an	1 trim.
Entreprises	156,160	129,797	151,003	149,691	190,325	227,442	233,536	247,576	268,107	40,9%	8,3%
Crédits d'exploitation	16,420	19,748	22,065	26,593	37,077	37,105	38,850	41,545	54,772	47,7%	31,8%
Créances commerciales	4,477	4,610	3,594	4,709	6,047	5,944	4,150	4,412	4,250	-29,7%	-3,7%
Crédits de trésorerie	8,131	10,159	13,451	15,561	14,730	16,140	14,478	17,939	21,324	44,8%	18,9%
dont entrepreneurs individuels	1,206	1,200	2,084	1,949	2,920	2,866	3,233	3,125	3,772	29,2%	20,7%
Comptes ordinaires débiteurs	3,812	4,979	5,020	6,014	15,874	14,412	19,601	18,962	27,865	75,5%	47,0%
Affecturage	0,000	0,000	0,000	0,309	0,426	0,609	0,621	0,232	1,333	212,9%	474,6%
Crédits d'investissement	79,227	77,681	86,345	89,284	112,278	130,506	134,820	146,204	153,868	37,0%	5,2%
Crédits à l'équipement	76,254	74,736	79,809	80,877	100,961	118,386	122,495	133,877	142,125	40,8%	6,2%
dont entrepreneurs individuels	12,213	8,794	7,533	7,349	7,033	8,024	8,134	7,990	8,276	17,7%	3,6%
Crédit-bail	2,973	2,945	6,536	8,407	11,317	12,120	12,325	12,327	11,743	3,8%	-4,7%
Crédits à l'habitat	56,291	28,516	39,067	30,097	37,477	56,838	57,461	57,535	57,240	52,7%	-0,5%
Autres crédits	4,222	3,852	3,526	3,717	3,493	2,993	2,405	2,292	2,227	-36,2%	-2,8%
Ménages	75,966	97,440	116,307	125,620	153,619	170,639	173,486	182,985	196,639	28,0%	7,5%
Crédits à la consommation	44,734	58,147	67,005	71,173	88,591	94,534	96,062	102,016	108,647	22,6%	6,5%
Crédits de trésorerie	40,433	54,066	60,160	63,230	78,841	84,933	86,709	92,601	98,884	25,4%	6,8%
Comptes ordinaires débiteurs	4,278	4,028	3,481	3,592	4,597	4,445	4,085	4,055	4,411	-4,0%	8,8%
Crédit-bail	0,023	0,053	5,364	4,351	5,153	5,156	5,268	5,360	5,352	3,9%	-0,1%
Crédits à l'habitat	31,160	39,293	49,217	53,909	65,011	76,105	77,424	80,969	87,946	35,3%	8,6%
Autres crédits	0,072	0,000	0,085	0,538	0,017	0,000	0,000	0,000	0,046	170,6%	0,0%
Collectivités locales	79,328	85,495	89,407	81,445	70,703	84,351	129,615	120,380	149,405	111,3%	24,1%
Crédits d'exploitation	1,153	0,467	0,038	0,000	2,550	16,943	16,978	2,774	32,874	1189,2%	1085,1%
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	14,230	14,379	0,040	30,189	0,0%	75372,5%
Comptes ordinaires débiteurs	1,153	0,467	0,038	0,000	2,550	2,713	2,599	2,734	2,685	5,3%	-1,8%
Crédits d'investissement	44,052	51,182	59,348	55,059	50,723	48,899	93,328	103,935	102,933	102,9%	-1,0%
Crédits à l'équipement	44,052	51,182	59,339	55,053	50,664	48,844	93,277	103,935	102,820	102,9%	-1,1%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,009	0,006	0,059	0,055	0,051	0,000	0,113	91,5%	0,0%
Crédits à l'habitat	0,054	4,627	4,376	4,376	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,0%	0,0%
Autres crédits	34,069	29,219	25,645	22,010	17,430	18,509	19,309	13,671	13,598	-22,0%	-0,5%
Autres agents et CCB non ventilés	9,656	7,573	8,437	8,086	19,410	17,730	43,294	43,498	42,583	119,4%	-2,1%
Total encours sain	321,110	320,305	365,154	364,842	434,057	500,162	579,931	594,439	656,734	51,3%	10,5%
Créances douteuses brutes	9,351	46,598	35,779	43,224	45,469	17,043	17,393	19,456	20,391	-55,2%	4,8%
Créances douteuses nettes	5,090	21,633	5,917	24,209	32,473	10,551	10,883	12,540	13,092	-59,7%	4,4%
dont entreprises	3,304	18,969	3,326	22,129	29,498	7,112	7,537	8,965	8,857	-70,0%	-1,2%
dont ménages	1,756	1,846	2,454	1,994	2,824	3,071	3,019	3,293	3,505	24,1%	6,4%
Provisions	4,261	24,965	29,862	19,015	12,996	6,492	6,510	6,916	7,299	-43,8%	5,5%
Total encours brut	330,461	366,903	400,933	408,066	479,526	517,205	597,324	613,895	677,125	41,2%	10,3%
Taux de créances douteuses	1,4%	7,1%	5,4%	10,6%	9,5%	3,3%	2,9%	3,2%	3,2%	-68,2%	-5,0%
Taux de provisionnement	21,3%	124,9%	149,4%	44,0%	28,6%	38,1%	37,4%	35,5%	35,8%	25,2%	0,7%

Encours de crédit sain total

en millions d'euros

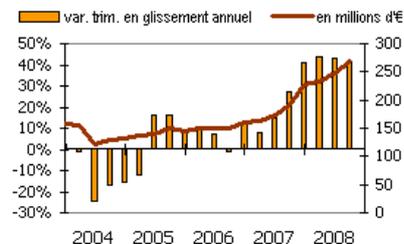


Variations trimestrielles en glissement annuel

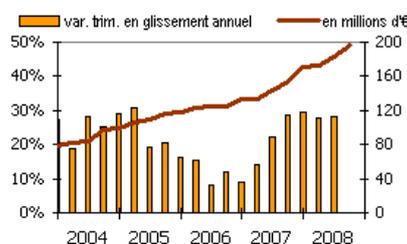


Concours consentis par les EC

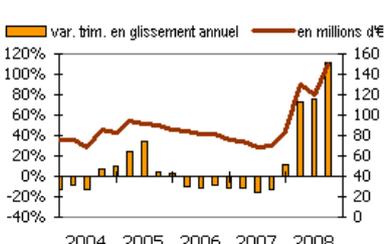
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages



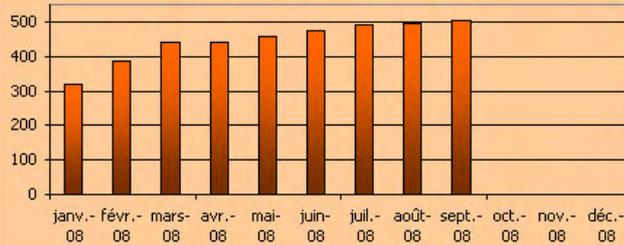
Encours de crédit aux collectivités locales



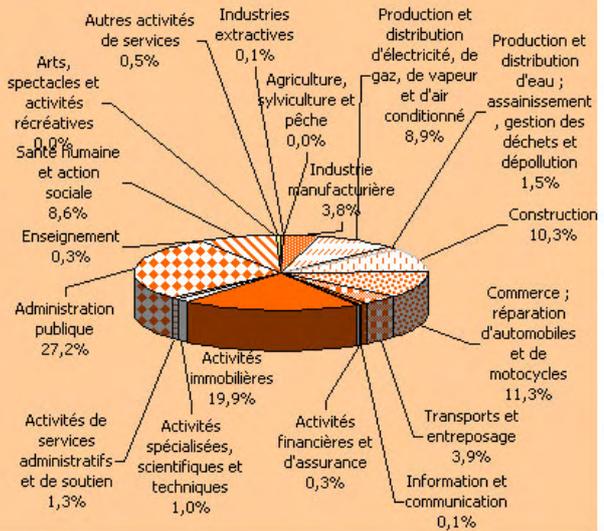
5. RISQUES SECTORIELS

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'euros



Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2008

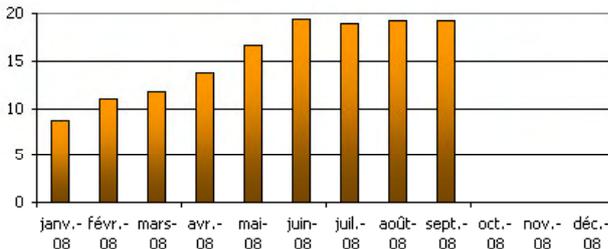


Répartition des risques selon la zone au 30 septembre 2008

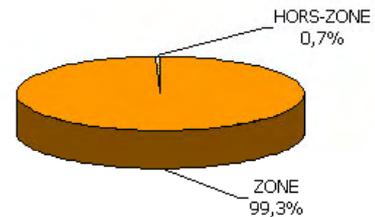


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'euros

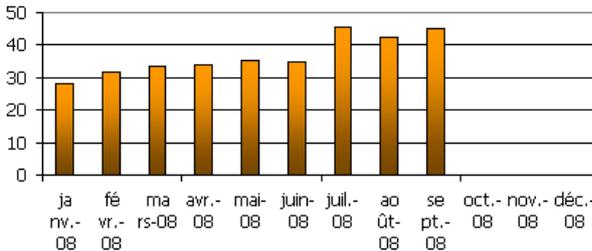


Répartition des risques selon la zone au 30 septembre 2008

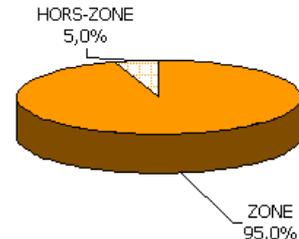


Risques bancaires sur le secteur de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné

Risques en millions d'euros

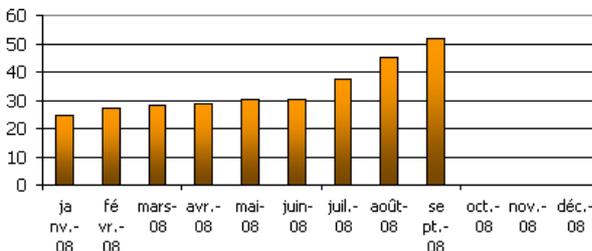


Répartition des risques selon la zone au 30 septembre 2008

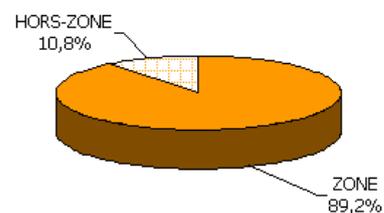


Risques bancaires sur le secteur de la construction

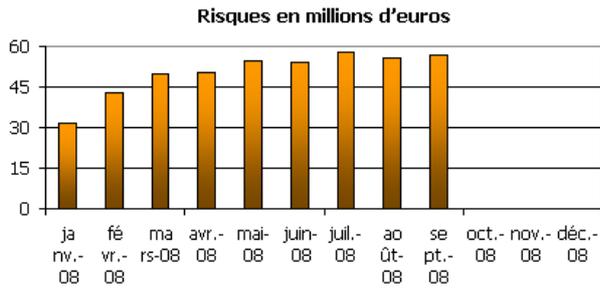
Risques en millions d'euros



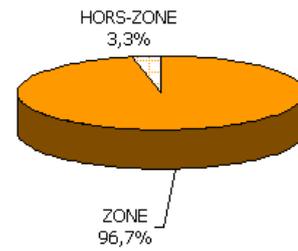
Répartition des risques selon la zone au 30 septembre 2008



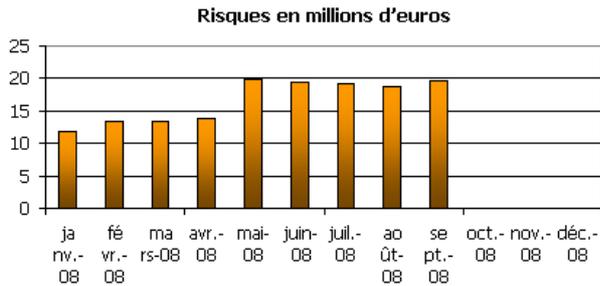
Risques bancaires sur le secteur du commerce; réparation d'automobiles et de motocycles



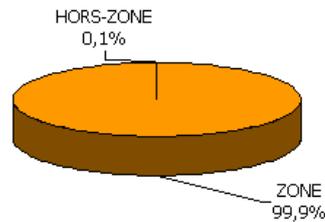
Répartition des risques selon la zone au 30 septembre 2008



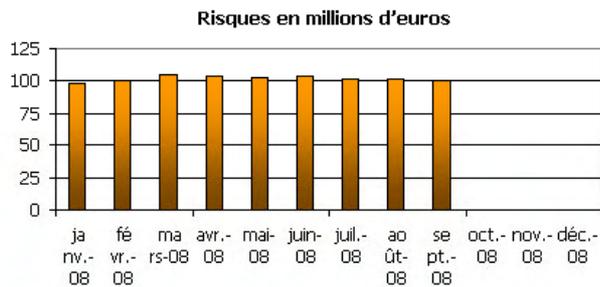
Risques bancaires sur le secteur des transports et entreposage



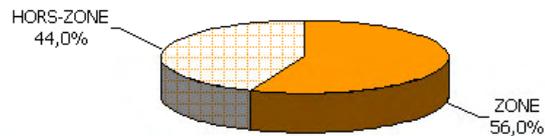
Répartition des risques selon la zone au 30 septembre 2008



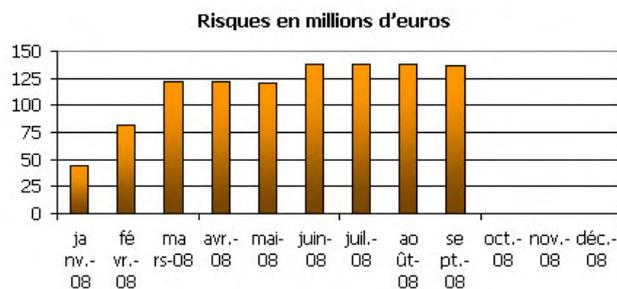
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



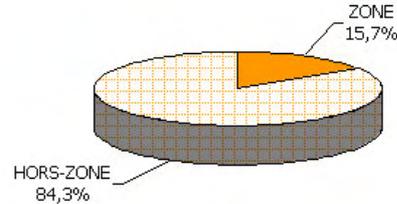
Répartition des risques selon la zone au 30 septembre 2008



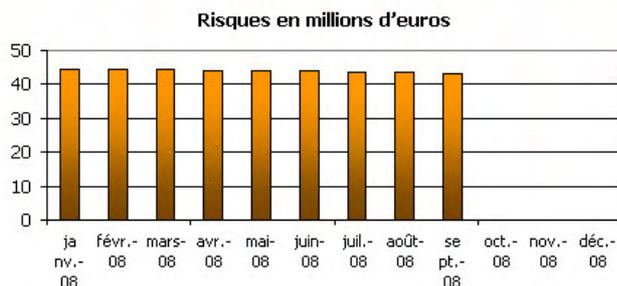
Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



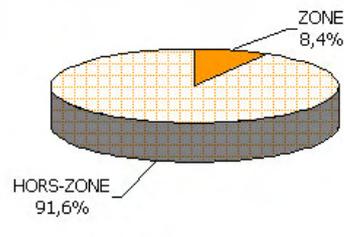
Répartition des risques selon la zone au 30 septembre 2008



Risques bancaires sur le secteur de la santé humaine et action sociale



Répartition des risques selon la zone au 30 septembre 2008



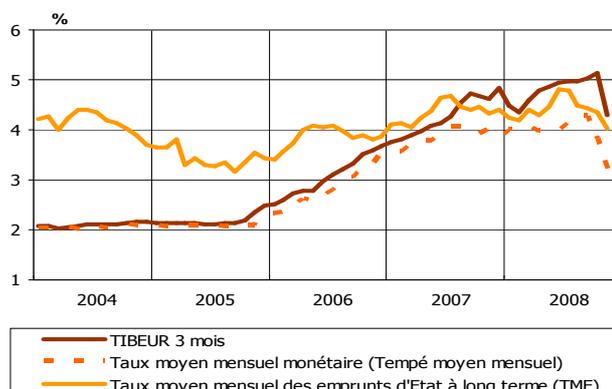
6. RAPPEL DES TAUX

6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (10/12/2008)	2,50%
Taux de la facilité de dépôt (10/12/2008)	2,00%
Taux de la facilité de prêt (10/12/2008)	3,00%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafond de l'usure application à compter						
	du 3e trimestre 2007	du 4e trimestre 2007	du 1er trimestre 2008	du 2e trimestre 2008	du 3e trimestre 2008	du 4e trimestre 2008	
PARTICULIERS	Prêts immobiliers aux particuliers						
	- Prêts à taux fixe	6,41%	6,63%	7,12%	7,25%	7,31%	7,36%
	- Prêts à taux variable	6,53%	6,72%	7,05%	7,16%	7,19%	7,46%
	- Prêts relais	6,48%	6,53%	7,00%	7,25%	7,24%	7,53%
	Autres prêts						
- Prêts < ou = à 1 524 €* - Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1 524 € (*) - Prêts personnels et autres prêts > à 1524 €	20,39%	20,49%	20,88%	20,60%	20,76%	21,09%	
ENTREPRISES	Prêts aux entreprises **						
	- Découverts en compte***	14,48%	14,61%	14,71%	14,29%	14,25%	14,17%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

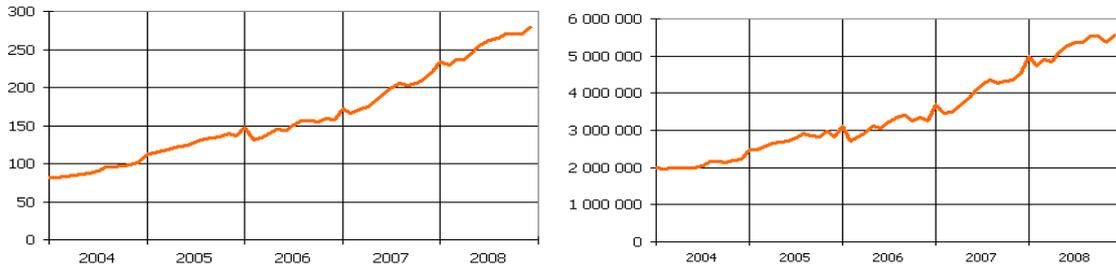
(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

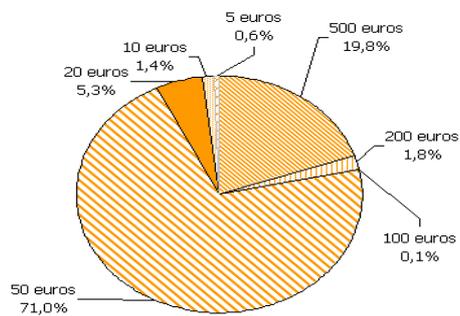
7. MONNAIE FIDUCIAIRE

7.1 Emission mensuelle de billets euros

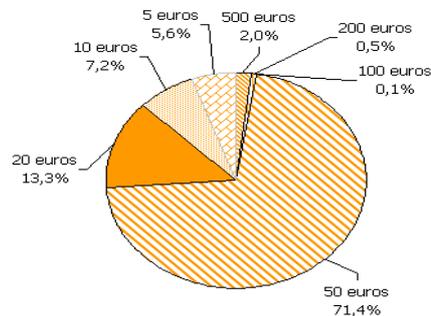
Emissions nettes cumulées de billets au 30 novembre 2008
en millions d'Euros *en nombre*



Répartition des billets en valeur

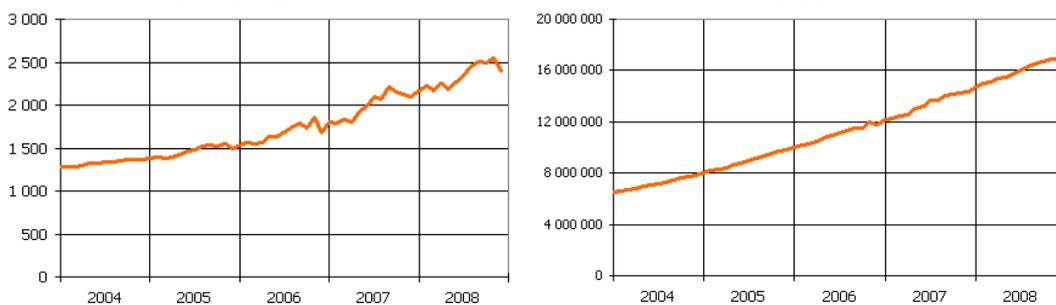


Répartition des billets en volume

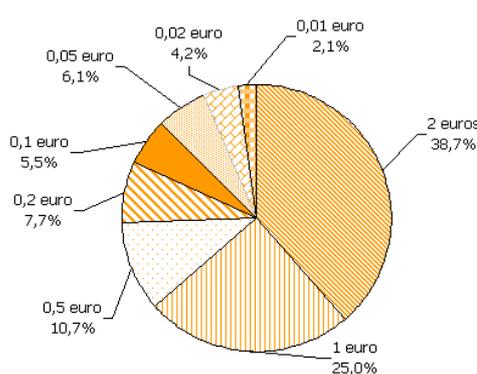


7.2 Emission mensuelle de pièces euros

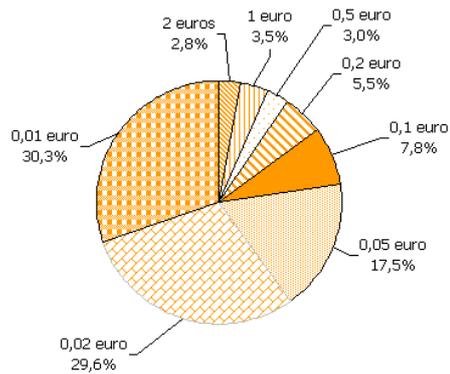
Emissions nettes cumulées de pièces au 30 novembre 2008
en milliers d'Euros *en nombre*



Répartition des pièces en valeur



Répartition des pièces en volume



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Av de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269.61.05.05 – télécopie : 0269.61.05.02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer en DÉCEMBRE 2008
Dépôt légal : DÉCEMBRE 2008 - n° ISSN : 0296-3116